

Nous, habitants de ce pays, nous sommes un peuple loyal, M. l'Orateur. Les conservateurs prétendent quelquefois que la déloyauté règne dans les rangs du parti libéral, mais je suis heureux de pouvoir dire qu'il y a très peu de déloyauté dans le pays, et que nous sommes toujours fiers de donner à la métropole l'allégeance à laquelle elle a droit. Mais si nous sommes disposés à agir ainsi, nous devons nous rappeler que nous avons notre propre pays, qui mérite notre allégeance et nos efforts patriotiques pour le faire progresser, et bien que nous aimions et révérions le pays de nos ancêtres, nous aimons et révérions davantage le pays de nos enfants. C'est le sentiment des libéraux de ce pays et je ne doute pas que ce ne soit également le sentiment d'une grande partie des conservateurs, que nous devons concentrer toutes nos affections sur le Canada, et c'est à ce point de vue que j'ai toujours essayé de discuter les questions canadiennes, indépendamment des intérêts de tout autre pays.

Je dirai maintenant quelques mots de notre commerce extérieur. Le discours du Trône nous dit que ce commerce augmente tous les ans. Mais, M. l'Orateur, cela ne doit surprendre aucun de ceux qui connaissent le Canada, car il ne serait pas raisonnable de s'attendre à voir cinq millions d'habitants, doués de l'intelligence, de l'habileté, de l'énergie, de l'esprit d'entreprise qui distinguent le peuple canadien, s'arrêter dans la voie du progrès. Il ne doit pas y avoir lieu de s'étonner que nous soyons aussi prospères que nous le sommes, mais plutôt que notre prospérité ne soit pas plus grande. En examinant notre commerce extérieur, on ne peut s'empêcher de remarquer que le gouvernement n'a pas réussi à nous donner les débouchés qu'il nous avait promis, il y a plusieurs années. Vous vous rappelez, M. l'Orateur, que lorsque vous siégiez parmi les membres de cette chambre et preniez part aux débats, le gouvernement que vous appuyiez promit d'ouvrir à nos populations de plus grands marchés, sur lesquels nos industries réaliseraient de plus gros profits. Il le promit plus particulièrement, il y a environ trois ans, après que le tarif McKinley eut été adopté et que les produits canadiens eurent été exclus de ce que je crois être le marché naturel de plusieurs d'entre eux. On mentionna l'Amérique du Sud comme étant un marché pour d'importants produits canadiens. Il y a plusieurs années, sir John Macdonald disait que, lorsque le parti libéral était au pouvoir, il négligeait de développer le commerce du Canada dans ces pays qui avaient besoin d'une si grande quantité de nos produits, et produisaient tant d'articles dont nous avions besoin dans notre propre pays.

Mais, M. l'Orateur, si nous examinons les résultats des efforts faits par le gouvernement, pour développer notre commerce dans les pays de l'Amérique du Sud, nous constatons qu'il a complètement échoué; de fait, le commerce du Canada avec ces pays était plus considérable il y a quelques années, qu'il ne l'est maintenant. Les membres du gouvernement et leurs partisans mettent généralement les importations avec les exportations, lorsqu'ils parlent du commerce extérieur de ce pays. Or, il est bien connu que la mesure de notre succès se trouve dans nos exportations, plutôt que dans nos importations, car ce que nous vendons est le véritable indice de notre prospérité. Il en est ainsi dans toutes les branches de l'activité humaine. L'ouvrier estime sa prospérité d'après ce qu'il

reçoit, et non d'après ce que lui coûte la vie; l'homme d'affaires juge de ses progrès par ce qu'il peut gagner, et non par ce que lui coûte le soutien de sa famille. Il en est de même pour ce qui concerne le commerce du pays; le vrai critérium de notre succès et de notre avancement se trouve dans nos exportations aux pays étrangers. J'appelle maintenant l'attention du gouvernement et du pays sur la somme de nos exportations aux pays qui, suivant la promesse du gouvernement, lorsqu'il établit la politique nationale, devaient offrir des débouchés considérables à nos produits. Prenons, par exemple, l'Amérique du Sud. En 1889, nous exportâmes aux pays de l'Amérique du Sud pour \$1,889,000 de produits canadiens, et en 1890, nous en exportâmes pour \$1,511,000, soit, pour un montant beaucoup moindre que l'année précédente. En 1891, nos exportations de ce côté furent de \$1,063,000, et de \$1,027,000, en 1892. L'an dernier, il y a eu une légère augmentation, ces exportations ayant été de \$1,327,000. Ces chiffres prouvent que ces pays que les membres du gouvernement représentaient comme devant offrir un marché considérable et lucratif pour nos produits, ont réellement réduit le chiffre de leurs importations canadiennes depuis cinq ans, pendant que ce commerce jouissait de la sollicitude paternelle du parti présentement au pouvoir.

Si nous jetons les yeux sur l'Allemagne, pays avec lequel nous devrions faire un grand commerce d'exportation, nous voyons le même état de choses. En 1892, nous exportâmes en Allemagne pour \$943,000 de marchandises, mais l'an dernier, ce commerce d'exportation est tombé à \$751,000, soit une réduction d'environ \$200,000 en une seule année.

Prenons maintenant un autre pays. Vous vous rappelez, M. l'Orateur, que le présent gouvernement a essayé d'établir des relations commerciales avec la France; plusieurs plénipotentiaires furent envoyés en France, depuis quelques années, pour négocier un traité avec ce pays, et vous reconnaîtrez, de même que tout le pays, qu'il n'y a pas sur le continent européen, un peuple avec lequel nous devrions avoir un commerce plus considérable qu'avec le peuple Français, car, comme je l'ai déjà dit, une grande partie de notre population est d'origine française; elle a dans une grande mesure les mêmes usages, les mêmes coutumes et les mêmes sentiments que le peuple français, et par conséquent, on pourrait naturellement s'attendre à voir le commerce se développer rapidement entre ces deux peuples. Mais, au lieu de cela, notre commerce d'exportation avec la France diminue tous les ans, et nous perdons prise sur le commerce de ce pays. Laissez-moi citer quelques chiffres à l'appui de mon assertion.

Dès 1873, nous exportâmes en France pour \$632,000 de produits. En 1883, dix ans plus tard, ce commerce n'était que de \$617,000, et, malgré tous les efforts du gouvernement et ses prétentions au succès de sa politique, ce commerce est tombé à \$264,000 l'an dernier, ou à un peu plus que le tiers de ce qu'il était il y a vingt ans. Or, M. l'Orateur, cela prouve, selon moi, qu'en ce qui concerne notre commerce avec ces pays, les efforts du gouvernement ont été vains.

Il existe un groupe d'îles au sud de notre pays, et il y a quelques années, j'entendais dire à l'éloquent ministre des Finances du Canada qu'il était possible d'établir un grand commerce entre notre